



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DCLC
Bureau de la vie associative et des élections
1 rue Préfet Claude Erignac - 54038 NANCY CEDEX
Affaire suivie par ; Mme Claude PEIGNIER

Tél . 03 83 34 26 26

Le numéro
W544004948 est à
rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION

de l'association n° W544004948

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **22 janvier 2025**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

ROUTE PATRIMONIALE ET TOURISTIQUE SAINT-MARTIN EN LORRAINE

dont le siège social est situé : Mairie de Villey-Saint-Etienne
31 rue Neuve
54200 Villey-Saint-Étienne

Décision prise le : **16 novembre 2024**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Nancy, le 23 janvier 2025

Le Préfet,

Le chef de bureau,

Alexandre BERTHOD

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.
NOTA :
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.